

Entretien avec Sara Selami

de Solidarité socialiste avec les travailleur·ses en Iran¹

Christian

Bonjour, nous sommes dans l'émission *Chroniques syndicales*, comme tous les samedis et, comme tous les deuxièmes samedis du mois, animée par l'Union syndicale Solidaires. Ce samedi, on va le consacrer quasi exclusivement à parler de l'Iran, à parler plus exactement des Iraniens et des Iraniennes. C'est, d'une manière générale, ce qui nous intéresse le plus : la population, le peuple, les travailleurs, les travailleuses. Nous avons invité Sara, de Solidarité Socialiste avec les travailleurs en Iran, qui va se présenter et surtout, je pense, présenter Solidarité Socialiste avec les travailleurs en Iran, un collectif avec lequel l'Union syndicale Solidaires travaille depuis de nombreuses années.

Sara

Bonjour, je suis Sara Sellami, militante de SSTI. SSTI, donc est une organisation de solidarité socialiste avec les travailleurs et les travailleuses d'Iran. Socialiste, ça ne veut pas dire, bien entendu comme le Parti socialiste en France. Socialiste, c'est une orientation idéologique. SSTI a été constituée en 2005. On travaille côte à côte avec le collectif intersyndical français pour la solidarité avec les travailleuses et travailleurs d'Iran. Cette intersyndicale est constituée de cinq organisations syndicales Solidaires, CFDT, CGT, UNSA et FSU. Cette solidarité s'exprime à travers des communiqués, des lettres ouvertes et puis il y a eu, cinq fois si je ne me trompe pas, des militants ouvriers qui sont venus en France, d'Iran directement. Il y a eu des réunions publiques avec ces camarades, et ils ont aussi participé à des congrès syndicaux. Ceci depuis plusieurs années maintenant.

Christian

Oui, c'est un travail dans la durée.

Sara

Tout à fait. Quand ils sont venus, ils ont pu présenter la situation sociale en Iran. Nous, SSTI, nous essayons d'organiser des actions, des mobilisations en soutien aux travailleurs et travailleuses d'Iran et aussi au mouvement des femmes en Iran. Ce n'est pas seulement pour dire que nous sommes contre la République islamique, c'est aussi et surtout un soutien aux mouvements sociaux qui se déroulent en Iran, qui se déroulaient en Iran.

Christian

A propos de SSTI, on reviendra peut-être en conclusion sur le travail qui est fait, mais il faut aussi mentionner, ce qui est relativement important dans le cas de l'Iran, pour les camarades syndicalistes sur place, mais dans le cas de plusieurs autres pays d'ailleurs : c'est la présence annuelle au moment de la conférence de l'Organisation internationale du travail à Genève, début juin, où, régulièrement, il y a une manifestation qui est organisée, avec le soutien de l'intersyndicale française, mais aussi de syndicats genevois et d'autres pays. On reviendra tout à l'heure sur la question « qu'est-ce qu'on peut faire ici, syndicalement, pour le soutien aux Iraniens, aux Iraniennes ? » Concernant la situation aujourd'hui en Iran, il y a deux sujets, qui sont mêlés : les grandes mobilisations de début janvier et les massacres perpétrés par le pouvoir d'une part, et maintenant, la guerre, d'autre part. Mais tout ça ne vient pas de rien.

Sara

Je commence par la situation récente en Iran. Comme vous le savez, il y a eu en janvier, une très grande mobilisation populaire à travers l'Iran. Toutes les provinces ont été concernées, il y a eu plus de 140 villes dans lesquelles il y a eu de grandes manifestations. C'était vraiment le plus grand

¹ Entretien réalisé le 14 mars 2026, dans le cadre de l'émission *Chroniques syndicales*, sur Radio-Libertaire.

https://radio-libertaire.org/podcast/z_commun/emission_aff.php?id_e=61&id_c=48&bout=liste

mouvement de protestation. Depuis 2017, c'est le quatrième. Tous les deux, trois ans, il y a un très grand mouvement populaire. Ça concerne la classe ouvrière bien sûr, mais pas seulement. Une partie de la classe moyenne est aussi dans les manifestations, parce que la classe moyenne aussi est très appauvrie en Iran. Il y a une situation économique et sociale terrible pour les couches populaires dans l'ensemble, une récession inflationniste depuis très longtemps, les prix n'arrêtent pas de grimper de jour en jour. En fait, ce mouvement a commencé avec l'effondrement de la monnaie nationale. L'effondrement a été progressif, mais à partir d'un certain seuil, cela a touché pleinement les bazaris qui étaient un soutien de la République islamique depuis son début. Les bazaris, c'est-à-dire les commerçants de bazar. Ils ne pouvaient plus vendre parce qu'ils ne pouvaient même pas fixer le prix tellement il y a eu des variations, des augmentations des devises. La protestation qui a commencé dans le bazar de Téhéran s'est très vite transformée en un mouvement populaire et s'est élargie à tout le pays. D'abord, dans les toutes petites villes, parce que la situation économique y est catastrophique, le chômage est beaucoup plus grave dans ces petites villes. Et puis après, il y a eu les grandes villes, les grandes métropoles comme Téhéran qui ont été également touchées.

La grande répression qui s'est exercée en janvier, c'était carrément un massacre, un carnage sans précédent dans l'histoire de la République islamique. Pourtant, la République islamique, on connaît ses méthodes de répression ! Mais en 2017-2018, 2019, 2022, ce n'était pas du tout le même niveau. En 2019, il y a eu 1 500 personnes tuées en deux semaines. En 2022, il y en a eu à peu près 600. Je ne parle là que des gens qui ont perdu la vie. Il y a eu aussi des blessés, évidemment, des disparus, des prisonniers ; c'est le classique de la répression, mais là, cette fois-ci, ça dépassait vraiment l'imagination. On ne sait toujours pas exactement combien, mais on estime à 7 000 et quelques le nombre de personnes tuées, 20 000 blessées, et autour de 20 000 arrestations. Les arrestations continuaient jusqu'au début de la guerre. Au bout d'un mois, il y a eu l'attaque américano-israélienne, l'attaque impérialiste. Tout le monde connaît le ravage de cette guerre. L'ampleur des destructions est inimaginable. C'est très difficile de donner des statistiques. Il y a eu au moins 1 500 civils tués, dont 200 enfants. On connaît l'histoire de l'école de Minab qui a été frappée par un missile américain. Le nombre de personnes blessées, on ne le connaît pas. Cette situation a fourni un prétexte supplémentaire pour la répression exercée par la République islamique d'Iran. Parce que la guerre tue aussi les mouvements sociaux. Directement, avec les frappes sur les infrastructures civiles, sur les habitations, la guerre détruit. Et il y a la répression qui s'en accentue. Les gens sont coincés, ils sont pris en étau ... il y a des missiles, les bombes qui tombent du ciel ; et sur le terrain, il y a la répression.

Christian

On comprend que derrière ces statistiques, ces chiffres, il y a des femmes, des hommes, des enfants, dont certaine et certaines que tu connais. C'est évidemment très compliqué pour toi de causer de ça. Je te remercie vraiment du témoignage.

Sara

Oui, je vais poursuivre en revenant un peu sur l'histoire sociale. A l'époque de Shah, la répression en cas de grève était très brutale. Entre 1971 et 1975, au moins 145 ouvriers grévistes sont tombés sous les balles. Entre 1977 et début 1978, la classe ouvrière n'est pas tellement dans la rue. Ce n'est qu'en deuxième semestre 1978 que les grèves pour les revendications économiques convergent avec les protestations politiques. Les revendications politiques, ce sont notamment la démocratie dans l'entreprise, la libération des prisonniers politiques, la fin de l'État martial et la dissolution de la SAVAK, l'organisation de renseignements et d'espionnage iranien, la police politique à l'époque du Shah. Finalement, même quand les revendications sont partiellement satisfaites, ça ne met pas fin au mouvement. Au contraire, ça engendre d'autres revendications. C'est une ambiance révolutionnaire. Il n'y a pas vraiment de précisions là-dessus, mais on parle de la moitié des travailleurs et travailleuses des grandes villes en grève, au moins quatre, cinq millions. Ensuite, tout le monde connaît à peu près la suite. L'insurrection de février arrive et puis c'est la fin du régime monarchique. Mais cette fin ne signifie absolument pas le retour « à la normale ». La révolution continue. Elle ne faisait que

commencer avec la chute du régime monarchique. Pour faire face à cette situation, les partisans de Khomeini ont créé des comités chargés de faire cesser les grèves. Ils ont notamment mis la pression sur les travailleurs du secteur pétrolier. Khomeini a déclaré que les grèves relevaient de la trahison. Mais le mouvement a continué. Les grévistes avaient des revendications économiques, avec l'urgence d'augmenter les salaires, mais ils demandaient aussi la réintégration des travailleurs licenciés, le départ des directeurs ainsi que des agents de la SAVAK et, plus important encore, la reconnaissance des conseils ouvriers ; parce que les comités de grève formés durant la révolution se sont transformés en conseils ouvriers après la chute de la monarchie. Il y avait les entreprises où les propriétaires avaient fui depuis la révolution, mais pour toutes les entreprises, le mot d'ordre était l'exigence d'un droit de regard sur tout : sur les embauches, sur les licenciements, sur les comptes...

Christian

On peut parler, si ce n'est de processus, en tous cas d'aspirations autogestionnaires.

Sara

Absolument, autogestionnaire, c'était ça. Les travailleurs et travailleuses voulaient aussi avoir le contrôle sur la production. Ils et elles voulaient un Code de travail juste, la semaine de 40 heures, deux jours congés hebdomadaires, l'égalité entre les hommes et les femmes. Dans beaucoup d'entreprises, la semaine de 40 heures a été, de facto, établie. Le gouvernement provisoire a essayé de contenir ce mouvement en créant le Conseil islamique du travail qui avait une fonction de répression directe, de dénonciation. C'était le bras du nouveau pouvoir au sein des entreprises. Dans le même temps, ce pouvoir annonçait des nationalisations d'entreprises, mais il s'agissait surtout de placer ainsi ses directeurs à leur tête.

Cette situation, avec la résistance ouvrière, les aspirations à ce que la classe ouvrière exerce le pouvoir, a continué jusqu'à la guerre Iran-Irak, qui a duré de 1980 à 1988. Là, le pouvoir passe en force. Il faut rappeler qu'à propos des droits des femmes par exemple, dès sa mise en place, le nouveau pouvoir avait pris des mesures répressives et liberticides : obligation du port du voile, interdiction d'exercer certains métiers, modification du Code de la famille. Mais le 8 mars 1979 a montré la résistance des femmes et plusieurs jours d'affilée les manifestations ont continué. Le pouvoir a alors partiellement reculé ; mais après le déclenchement de la guerre, ça a été imposé de façon brutale. A propos de brutalité, six mois après la chute du régime monarchique, en été 1979, ils ont pris d'assaut le Kurdistan iranien qui résistait aussi à la République islamique. En 1981, il y a eu la grande répression envers les opposant·es et le mouvement ouvrier, vraiment de véritables massacres. Ça a commencé par les prisonniers politiques en 1981. Une partie des prisonniers politiques, le reste, juste après la fin de la guerre, une deuxième vague de massacres de prisonniers politiques, plusieurs milliers. On n'a jamais établi le nombre exact. On parle d'au moins 5 000. C'est comme ça que la République islamique, finalement, a consolidé son pouvoir.

Christian

On voit que c'est une histoire longue de répression qui fait le lien entre la période de la monarchie et la période de la dite République islamique. Il y a vraiment une continuité dans la répression qui est absolument horrible. Mais ce qui est important aussi, c'est ce que tu rappelais : le rôle du mouvement ouvrier, tout ce que tu disais sur le processus autogestionnaire avec les conseils ouvriers, etc. Ça a amené la chute de la monarchie.

Sara

Absolument. Sans les grèves ouvrières, la chute du régime monarchiste n'aurait pas eu lieu. Mais cette révolution a été confisquée par le mouvement islamiste (khomeiniste), qui a surgit au milieu de ces agitations-là, et qui a réussi à mobiliser une grande partie de la petite bourgeoisie.

Christian

Ca fait tellement penser à ce qui se joue aujourd'hui à l'inverse, avec la tentative que la suite des mollahs soit la monarchie !

Sara

C'est cela. Mais la réalité aujourd'hui est que la monarchie n'a pas de bases sociales en Iran. Alors que le mouvement islamiste, c'était une grande partie de la petite bourgeoisie, il y avait une assise sociale. Mais là, c'est plutôt lié à l'absence, à un vide. C'est l'absence d'alternative qui amène à ça. Ce n'est ni une adhésion à ces idées ni la nostalgie de la monarchie du Shah. Mais il faut tenir compte qu'une partie de la jeune génération peut être attirée parce qu'elle n'a rien connu de cette histoire et qu'on lui a raconté n'importe quoi.

Christian

Il y a peut-être des ambiguïtés à lever ; la question du droit des femmes, importante, est parfois utilisée pour vanter le régime du Shah.

Sara

Sur la question vestimentaire, par exemple, il n'y avait pas de restriction en Iran, il n'y avait pas de voile obligatoire et tout ça. Mais à part ça, même s'il y a eu un Code de famille, c'est-à-dire s'il y a eu des réformes, y compris le droit de vote des femmes, c'était à l'époque sous l'influence des États-Unis qui imposaient ce genre de choses à leurs alliés dans le tiers-monde. A l'époque du Shah, les femmes avaient de droit de divorcer, c'est vrai ; mais pas de droit sur la garde des enfants dans ce cas, ce qui annule quasiment le droit au divorce ! Dans les faits, ce n'est pas mieux que le Code islamique !

Je poursuis. Après la grande répression dans les années 1980, la classe ouvrière n'a pas baissé les bras, bien qu'une grande part de ses éléments les plus actifs aient été éliminés physiquement, jetés en prison ou contraints à l'exil. Il y avait des revendications à l'intérieur des entreprises, autour des besoins immédiats, mais il y avait aussi deux grands axes : le Code de travail et la célébration du 1^{er} mai. Le Code du travail a mis neuf ans avant d'être finalement adopté, plusieurs versions ont été rejetées parce que la pression sociale du monde du travail était très forte, malgré la répression, malgré le manque d'organisation. Ce Code du travail, s'il représentait des avancées pour les travailleurs et travailleuses des très petites entreprises, n'amenait rien dans les grandes, où les droits conquis étaient supérieurs. Et puis on parle là d'un Code du travail qui ne reconnaît pas le droit de grève, qui n'admet pas la constitution d'organisations indépendantes ; le mot « syndicat » était interdit.

Pour encadrer la classe ouvrière, la République islamique a mis en place trois structures présentées comme de représentation de travailleurs. D'abord, dans les entreprises de plus de 35 personnes, le Conseil islamique dont j'ai parlé, qui avait une mission idéologique et coercitive. Ensuite, une autre, plus légère pourrait-on dire, les associations professionnelles, dans les entreprises de moins de 35 travailleurs. En quelque sorte des syndicats jaunes, destinés à réconcilier le monde ouvrier et le monde patronal ; il s'agissait de contrôler les revendications, mais d'une manière plus souple que les Conseils islamiques. Enfin, structure de moindre importance, là où il n'y avait ni Conseil islamique ni associations professionnelles : des délégués pour remplir le vide. Mais l'élément important, c'est que les syndicats, les organisations indépendantes n'avaient pas de place dans ce Code du travail.

J'en viens au 1^{er} mai. Après la chute de la monarchie et l'avènement de la République islamique, malgré la répression trois 1^{er} mai ont été célébrés publiquement en Iran. Cela a même continué ensuite, de manière plus discrète, au sein de certaines entreprises. La célébration du 1^{er} mai et reconnaissance de cette journée comme un jour férié, ça faisait partie, et ça fait toujours partie, des revendications. Le boycott des célébrations officielles par le régime faisait aussi partie des luttes.

Après les années d'économie de guerre, on est entré dans celles du néolibéralisme, commencées sous la présidence de Rafsandjani. Ca s'est traduit par des réajustements structurels, des licenciements,

des suppressions de services publics, tous ces aspects « remarquables » des politiques néolibérales. Ca a énormément fragilisé, économiquement et socialement, la classe ouvrière.

C'est dans les années 2000 que les premières organisations indépendantes ont été constituées. Ca a débuté en 1998, avec les enseignant·es. Début 2000, avec le regroupement de plusieurs associations professionnelles d'enseignant·es, ça a abouti à la création du Conseil de coordination des associations des enseignant·es en Iran. Formellement, ce n'est pas un syndicat puisque c'est interdit ; dans les faits, ils et elles ont mis à profit certaines brèches et ... c'est comme une organisation syndicale, la plus puissante du pays, très politisée, plutôt à l'orientation de gauche. Ils interviennent aussi dans les grandes questions sociales en Iran. Par exemple, pour l'instruction des enfants afghans. Les enfants afghans en Iran n'ont pas le droit à aller à l'école. Ça ne veut pas dire qu'ils ne vont pas à l'école, mais ce n'est pas un droit reconnu. Il y a beaucoup de difficultés pour faire inscrire ces enfants à l'école. Ça faisait partie de leurs revendications, comme avoir une école gratuite et de qualité. L'égalité professionnelle et sociale entre hommes et femmes était aussi une de leurs revendications. Ils ont organisé des grèves, des manifestations. Il y a 4 ou 5 ans, il y a eu des manifestations, des *sit-in*, des grèves, dans 80 villes.

A partir de 2004, il y a eu une tentative de reconstituer des syndicats de salarié·es. Il y a eu le syndicat des travailleurs des autobus de Téhéran et sa banlieue (Vahed) ou encore celui de l'usine de canne à sucre Haft Tappeh, dans le sud du pays. Il s'agit de reconstituer des syndicats qui existaient avant la révolution, mais ils demeurent interdits. Un an après leur première assemblée générale, les pressions, les arrestations les avaient déjà affaibli ; mais ils existent toujours, bien que n'ayant pas le droit d'appeler à des assemblées générales, d'élire leurs représentant·es, etc. Les militants vont de prison en chômage.

Christian

On a eu l'occasion d'accueillir des camarades du syndicat des bus de Téhéran, à Solidaires et dans le cadre de l'intersyndicale française. On a toujours des liens, d'autant que ce syndicat, comme SSTI d'ailleurs, est membre du [Réseau syndical international de solidarité et de luttes](#) que co-anime l'Union syndicale Solidaires. On a aussi régulièrement des demandes pour faire connaître et dénoncer des arrestations de leurs militants.

Sara

Oui, la dimension internationale est importante. Ces syndicats sont aussi membres des Internationales (Global Unions) de leur secteur professionnel ; éducations, transports, alimentation ... On a parlé des plus grands syndicats, mais il y en avait d'autres et puis aussi des collectifs aidant à la constitution d'organisations indépendantes. Je ne rentre pas dans le détail. A la fin des années 2010, il y a eu des luttes contre les privatisations des entreprises ; notamment des grèves dans les industries, car c'étaient les plus grandes industries iraniennes qui étaient concernées. La grève de la sucrerie Haft Tappeh en 2018 par exemple, illustre un tournant au sein du mouvement ouvrier iranien ; c'est une grève de 78 jours. Comme presque toujours, ça a commencé par la demande de paiement des arriérés de salaire. Il faut savoir que ne pas payer les salaires durant des mois est le fonctionnement habituel. C'est donc parti de revendications économiques, des revendications communes à une grande partie des travailleurs et des travailleuses des grandes industries privatisées ; et puis il y a eu la dynamique collective du mouvement qui a amené à parler d'autres sujets : la réintégration des travailleurs qui avaient été incarcérés à cause de leur engagement syndical, mais aussi la socialisation, le contrôle ouvrier ; c'était un peu le retour au mouvement autogestionnaire et conseiliste d'après la révolution. L'industrie sucrière a été renationalisée en 2021. Mais c'était surtout pour répondre à un conflit interne au sommet de l'Etat, et pas pour satisfaire les revendications des travailleurs, pas du tout.

Christian

C'est toute la question de la nationalisation, comme si l'Etat était une garantie ; qui plus est quand l'Etat c'est la République islamique.

Sara

Tout à fait.

Christian

Ce qui est intéressant, c'est aussi cette espèce de fil continu depuis la période de la monarchie. Il y a toujours ces aspirations à la socialisation, au contrôle ouvrier, à la démocratie dans l'entreprise. Dans le contexte répressif que tu as décrit, comment les militants et les militants arrivent à les porter ?

Sara

L'idée, l'inspiration existent toujours et ça revient à chaque grand mouvement. Autre élément que je veux amener, c'est la sur-précarisation du monde de travail en Iran. On peut dire qu'il y a 95% de contrats précaires. Ça se concrétise, par exemple, par les contrats blancs. C'est-à-dire qu'à l'embauche on remet au travailleur un contrat blanc. Autre pratique : au 89^{ème} jour, c'est le licenciement, pour éviter la protection minimale qui est légale à partir du 90^{ème} jour.

Christian

C'est aussi une forme de répression...

Oui, une répression absolue, parce que la vie est suspendue ; on ne peut pas constituer des organisations stables dans ces conditions. Je sais bien que la précarité existe partout dans le monde, que c'est la règle capitaliste. Mais en Iran, c'est vraiment dans une proportion effroyable. Ça concerne aussi, par exemple l'immense majorité des salarié-es des industries pétrolières, que celles-ci soient privées ou sous le contrôle de l'Etat. Juste avant la grande répression de janvier, il y a eu 6 000 travailleurs qui ont organisé une marche et des grèves ; la revendication principale concernait la la suppression de la sous-traitance, l'embauche directe.

Christian

Fin 2025, début 2026 donc ? Je pose la question, parce que dans l'origine du mouvement de janvier on entend parler des commerçants du bazar, mais en fait il y a aussi cette composante ouvrière ?

Sara

Oui, c'est un peu en parallèle, mais ça fait partie du climat social de cette période, ça nourrit les mobilisations populaires. Incontestablement, dans les mobilisations populaires de janvier, la force qui a été massivement mobilisée appartient à la classe ouvrière. Mais c'étaient bien les travailleurs, les précaires, les chômeurs, le monde du travail qui constituaient l'essentiel des forces de ces mouvements populaires. D'ailleurs, chaque année, à la fin de l'an iranien², il y a toujours d'importantes mobilisations autour des salaires, parce que c'est le moment où est fixé le niveau du salaire minimum. Cette année, la guerre a interrompu cette dynamique.

Christian

Je vais revenir sur un point : c'est sur les privatisations des grandes entreprises. C'est privatisé par qui ? Qui sont les nouveaux propriétaires de ces moyens de production ?

Sara

Il y a diverses situations. On parle beaucoup des Pasdaran³, qui ont acquis pas mal de titres de propriété de ces entreprises. C'est juste. Même si leur influence économique et sociale est très grande,

² Qui correspond à mars dans le calendrier en vigueur en France.

³ Corps des gardiens de la révolution islamique. Milice chargée de protéger l'idéologie khomeiniste et le système de la République islamique, véritable Etat dans l'Etat.

il y a aussi ce qu'on pourrait appeler des capitalistes classiques ; c'était le cas, par exemple, de la sucrerie de Haft Tappeh, dont le propriétaire était connu pour son recours à la corruption.

Christian

Ca me fait penser à quelque chose. On connaît l'opposition République islamique - États-Unis d'Amérique. Mais en matière de capitalisme, il y a quand même une similitude. Avec la période néolibérale c'est le modèle capitaliste classique, celui des États-Unis d'Amérique, qui est appliqué en Iran : licenciements, restructurations, destruction des droits collectifs, etc. En l'occurrence, pas pour satisfaire les capitalistes étatsuniens, bien sûr. Pourquoi je dis ça ? Parce que pour revenir sur la question du mouvement ouvrier, il y a, même si c'est, en France en tout cas, très minoritaire, mais peut-être moins dans quelques autres pays, une partie du mouvement ouvrier qui considère que la République islamique étant opposée aux États-Unis, il faut soutenir ce que fait la République islamique. Je sais que tu as eu l'occasion de faire des interventions, dont une avec un retentissement certain, à propos de la Fédération syndicale mondiale. C'est un vrai sujet dans le mouvement syndical ; on le retrouve sur l'Iran mais sur d'autres situations dans le monde.

Sara

Oui, soutenir la République islamique parce que la République islamique se dresse contre les États-Unis, c'est quand même aberrant, absurde. C'est soutenir une dictature capitaliste contre les États-Unis ; ça n'a pas de sens. Parmi les prédateurs, se ranger derrière le plus petit, ce n'est pas un engagement syndical ou un engagement « de gauche ». Je peux revenir un petit peu sur ces antagonismes entre la République islamique d'Iran et les États-Unis, et Israël bien sûr. La bourgeoisie iranienne a toujours rêvé d'avoir une position hégémonique en Moyen-Orient. À l'époque du Shah, avant la révolution, c'était pareil. Mais c'était dans le monde de la guerre froide et donc avec une espèce de consensus, avec les grandes puissances, notamment les États-Unis, et, de fait, avec l'Union soviétique de l'époque. Donc, dans un équilibre, on va dire géopolitique, à l'époque, l'Iran du Shah était en position de force. Avec la République islamique, la même inspiration de la bourgeoisie iranienne a continué. Mais cette fois-ci, ce n'était pas en accord avec les grands puissances, surtout les États-Unis, ni avec les puissances européennes. Ce n'est pas uniquement lié à la nature de la République islamique, c'est parce que c'était le monde d'après la guerre froide. Le monde impérialiste avait évolué. Et la situation de la région aussi : il y avait de nouvelles puissances qui surgissaient. Il y avait la Turquie, il y avait l'Arabie Saoudite surtout. Même les pays du Golfe qui entrent dans le jeu, ça n'existait pas à l'époque. Il y a une concurrence de puissances qui se veulent hégémoniques. On le voit aussi dans l'affrontement de l'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis. Donc, le monde et la région, ça a été quand même un peu bouleversé. C'est pour cette raison que l'exigence, le rêve de la République islamique - moi, je dis de la bourgeoisie iranienne, parce que de toute façon, la République islamique, c'est un État capitaliste – sont confrontés à la réalité. L'origine de ces affrontements, c'est de définir la position de l'Iran, sous la République islamique, dans la région. Tout le projet nucléaire, le projet ballistique, l'axe de résistance, la profondeur stratégique, les alliés, les proxys, les mouvements islamistes de la région ... Tout ça, ce sont des outils pour assoir cette hégémonie par la force, parce qu'elle n'est pas reconnue, pas admise par les grandes puissances.

Pour la gauche campiste, ce sont les raisons géopolitiques qui priment surtout. Il n'y a plus de lutte de classe, il n'y a plus de lutte contre l'inflation, il n'y a pas de lutte contre les privations sociales, il n'y a pas de luttes sociales. Tout est concentré sur les affrontements géopolitiques. Malheureusement, il y en a qui soutiennent des petites dictatures parce qu'elles sont des prédatrices plus petites que les plus grandes. Dès qu'il y a un antagonisme, une confrontation avec les puissances occidentales, et ce ne sont même pas seulement les États-Unis, c'est l'Occident, ils se rangent derrière les dictatures orientales. C'est vraiment regrettable. Pour eux, les occidentaux, les travailleurs occidentaux ont le droit d'avoir des revendications sociales, de revendiquer une vie meilleure, un meilleur salaire, des protections sociales plus avancées ; mais dès qu'il s'agit des pays non-occidentaux, les travailleuses et les travailleurs n'ont pas ces mêmes droits, les femmes n'ont pas ces mêmes droits. Ils ne peuvent pas

revendiquer parce que s'ils revendiquent, ça veut dire qu'ils sont opposés à leur État, à leur gouvernement qui eux-mêmes s'opposent aux États-Unis. Clairement, c'est gommer la classe ouvrière, les travailleurs, les travailleuses. C'est gommer le mouvement social, c'est gommer les revendications sociales ; Ce sont les États qui priment sur tout, c'est la confrontation entre les États, les questions géopolitiques qui ont une importance primordiale, centrale, et tout le reste est absorbé par cet état de choses. Où va-t-on dans cette direction-là ?

Christian

C'est important de parler de cela ; sur le campisme, on a d'autres exemples dans l'actualité, avec le soutien à la résistance syndicale et populaire ukrainienne que certains dénoncent parce que la Russie est, ou serait, en opposition aux États-Unis. C'est la négation de toute analyse en termes de classes sociales, de lutte de classe. Et à propos de l'Iran c'est caricatural. Mais, peut-être faut-il parler de la situation actuelle, de la guerre ?

Sara

Comme je l'ai dit, les mouvements sociaux sont suspendus : la guerre écrase les mouvements sociaux. Aujourd'hui, en Iran il y a une double destruction : celle de l'alliance israélo-américaine qui déverse des bombes pour écraser tout, vraiment tout, les infrastructures, la population, ... ; et la répression de la République islamique qui s'est accentuée depuis la guerre. J'ai parlé de la mobilisation des forces de l'ordre, des forces de répression plutôt. L'ordre, c'est la répression là-bas. Il y a une terreur dans les rues de Téhéran, et pas seulement de Téhéran. Il y a les bombes et les missiles d'Israël et des États-Unis, et il y a les forces de répression étatiques qui occupent la rue.

C'est comme ça que ça se passe et on ne sait pas où ça va aboutir. Franchement, c'est une situation qui dépasse tout le monde. Les décideurs non plus ne savent apparemment pas. Il ne faut pas se fier aux paroles de Trump parce qu'il change de propos toutes les heures, mais ça représente aussi les contradictions qui traversent son administration parce qu'ils sont pris dans leur piège. Ils n'avaient pas prévu une résistance de la République islamique de telle façon. Ils considéraient que s'ils décapitaient le régime c'était fini. Au contraire, cette intervention militaire a renforcé la République islamique dans le pays. Personne ne sait comment ça va évoluer, mais on sait que c'est vraiment catastrophique et, de jour en jour, ça empire, sans qu'on sache à quoi ça va aboutir. Et puis, il y a Israël. Israël, ce ne sont pas tout à fait les mêmes intérêts que les États-Unis parce qu'Israël cherche le chaos, parce qu'Israël est un état génocidaire. L'État d'Israël réalise ses objectifs expansionnistes, alors que les États-Unis ont d'autres intérêts. On l'a vu dans le bombardement des réserves de pétrole en Iran. C'est une catastrophe écologique d'abord, mais les administrations américaine et israélienne se fichent complètement des catastrophes écologiques. Mais l'incendie provoqué par les bombardements des réserves de pétrole dans plusieurs endroits, y compris à Téhéran entraîne des conséquences effroyables. Il a plu et la pluie, on l'a appelée la pluie d'acide parce que les résidus s'étaient transformés en acide. Et ça a pénétré le sol. Pour des générations et des générations, ces sols sont toxiques. Trump et son administration se fichent des conséquences écologiques, mais ils s'intéressent au pétrole et sont pour préserver le pétrole, les raffineries. C'est pour ça que je dis que les stratégies israélienne et américaine ne sont pas toujours identiques.

Christian

Il y a aussi des responsables politiques - je ne sais pas si « responsable » est le bon mot - qui découvrent aussi les conséquences de choix politiques. Je pense à ça par rapport à Macron, avec la mort d'un soldat français. C'est la conséquence d'avoir des bases impérialistes dans cette région-là. S'il n'y avait pas de soldat français dans cette région-là, le soldat français ne serait pas mort. C'est aussi toutes ces questions-là qui ne sont pas posées.

Sara

Tout à fait.

Christian

Comme tu dois partir dans pas longtemps, tu peux revenir sur la question des travailleurs, des travailleuses, des syndicats, même s'ils n'ont pas ce nom-là. Qu'est-ce que tu penses le plus urgent à faire pour les soutenir ?

Sara

C'est important de toujours soutenir ce mouvement, même et surtout quand, comme aujourd'hui, il est menacé comme jamais. Soutenir, informer... Il y a le collectif intersyndical aussi : être en contact avec ce collectif, parler de l'Iran, du mouvement ouvrier iranien dans les fédérations syndicales, pour irriguer dans les organisations syndicales en France. Solidarité socialiste avec les travailleurs en Iran [un site](#).

Christian

Et SSTI publie un bulletin, *Echo d'Iran*, lié à l'actualité, qui est une importante source d'informations et d'analyses ; un bulletin qui donne de l'écho aux expressions des organisations syndicales, des organisations indépendantes iraniennes. Le dernier numéro est consacré à la guerre ; le précédent portait essentiellement sur le mouvement de janvier. C'est important que ce type d'informations circule. C'est [sur le site de SSTI](#) et aussi [sur celui du Réseau syndical international de solidarité et de luttes](#). Ce sont des travailleurs, des travailleuses qui s'expriment et qui agissent. Bien sûr, je ne nie pas la nécessité d'avoir des analyses aussi, mais je pense que c'est important que ce soit à partir des situations concrètes. Ce n'est pas plus compliqué que ça. On est dans l'émission *Chroniques syndicales* et le syndicalisme, c'est ça. C'est partir des situations concrètes et ça vaut pour le boulot syndical dans une boîte sur un truc concret, catégoriel, local. C'est la même chose au niveau international. C'est partir des situations concrètes et donc de ce que disent, de ce qu'essayent de transmettre les travailleurs et les travailleuses en Iran, même avec la situation terrible en termes de répression dont tu as parlé. Mais évidemment, ça dans tous les pays, dans toutes les régions du monde.

Sara

Merci de m'avoir permis de m'exprimer sur la situation et sur les mouvements en Iran.

Christian

Après cette intervention particulièrement intéressante de notre camarade Sara, de Solidarité socialiste avec les travailleurs et travailleuses en Iran, je ne vais pas poursuivre sur l'Iran parce que ce que j'aurais à dire est beaucoup moins intéressant que ce qu'elle a dit, mais c'est vraiment important qu'on ait syndicalement ce souci de solidarité internationaliste. Évidemment, ça vaut avec les travailleurs et les travailleuses d'Iran comme avec d'autres pays. Pour ce qui est de l'Union syndicale Solidaires, du Réseau syndical international de solidarité et de luttes, on répercute, on transmet, on essaye de faire connaître le plus largement possible les expressions des syndicats - j'utilise le mot « syndicat », même si, comme Sara l'a expliqué, ce terme n'est légalement pas reconnu, mais toute cette histoire autour des conseils ouvriers, des organisations ouvrières, des associations ouvrières, des associations professionnelles légitime l'utilisation du mot. J'insiste sur un des points qui a été développé, c'est ce fil qui court au sein du mouvement ouvrier iranien sur la dimension autogestionnaire, autour des conseils ouvriers, les revendications qui étaient déjà celles au moment de la révolution qui a mis à terre la monarchie, à la fin des années 1970, avec toutes ces sujets de démocratie dans l'entreprise, d'aspiration à la gestion des entreprises par les ouvriers et les ouvrières, etc. Mais l'urgence, c'est la guerre et ses désastres...

[La fin de l'émission a été consacrée à un rapide tour d'horizon de quelques autres engagements internationalistes de l'Union syndicale Solidaires : la Palestine, avec les témoignages de la délégation qui s'est

rendue en Cisjordanie, par exemple le 20 mars à 15 heures à l'AERI/Montreuil, et les prochaines flottilles ; la poursuite des liens directs avec des syndicats ukrainiens : étudiant·es, cheminot·es, infirmières,... ; la solidarité avec les syndicalistes indépendant·es du Venezuela ; la [revue internationale Solidaires](#) qui vient d'être publiée.]

A propos de l'Iran :

voir toutes les informations [sur le site de l'Union syndicale Solidaires](#) et notamment [un récent numéro du bulletin Solidaires et internationalistes !](#)

Et aussi [sur le site du Réseau syndical international de solidarité et de luttes](#).